



ÉDITORIAL

De la nullité du débat de l'été

Article paru dans l'édition du 26.07.13

Sur deux des sujets les plus « chauds » de l'été, les violences de Trappes et l'affaire des gens du voyage, le débat politique a trop souvent relevé d'un seul adjectif : atterrant. Ce n'est pas dénué d'importance.

Passons, le plus vite possible, sur les mots de Gilles Bourdoleix. Lors de très vifs échanges avec des gens du voyage, le maire centriste de Cholet, douce commune de Maine-et-Loire, a marmonné : « *Comme quoi Hitler n'en n'a peut-être pas tué assez.* » De 1940 à 1945, les nazis ont exterminé plusieurs centaines de milliers de Tziganes en Europe.

Rien, absolument rien, ne justifie pareil propos. Ils stigmatisent une communauté, non pour ce qu'elle fait, juste pour ce qu'elle est. Cela s'appelle du racisme. Cela ne doit pas non plus conduire à une forme de déni de la réalité. Français depuis le haut Moyen Age, les gens du voyage se donnent rendez-vous chaque été à l'occasion de grands pèlerinages évangéliques. Comme aucune aire communale n'est assez grande pour accueillir des centaines de caravanes, ils s'installent parfois en toute illégalité sur des terrains de sport ou des propriétés privées. Et rendent la vie impossible à nombre de municipalités.

A propos de Trappes, c'est le discours du chef de l'UMP, Jean-François Copé, qui stupéfie.

Les faits. L'interpellation par la police d'une femme qui ne respectait pas la loi sur le port du voile intégral débouche sur deux nuits de violences urbaines. Il y a là en concentré tous les éléments d'une situation trop fréquente dans certaines de nos banlieues depuis depuis un trop grand nombre d'années : islam et islamisme, relations tendues entre jeunes et policiers, réflexes communautaristes sur fond de situation économique et sociale dégradée...

A aucun moment, ni le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, ni le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, ne manifestent le moindre angélisme : pas de négation de la gravité des faits, pas de contextualisation en forme de circonstances atténuantes. Mais, sur les radios, on entendra M. Copé tonner contre les « *messages laxistes* » du gouvernement, lesquels seraient, selon le président de l'UMP, responsables de la « *montée de l'insécurité* ».

L'affirmation est fautive. L'insécurité était la même quand la droite était au pouvoir : faut-il rappeler les émeutes de 2005 ? Le propos de M. Copé est encore absurde et dangereux. La situation dans certaines banlieues - mélange de difficultés d'intégration politique et économique - est trop complexe pour relever d'une approche aussi sectaire et manichéenne, opposant droite et gauche sur un sujet où le bilan des deux grands partis de gouvernement est mitigé et partagé.


La petite musique que laisse entendre M. Copé, c'est l'insupportable recette rhétorique du « y'a qu'à » - « y'a qu'à » changer de majorité pour changer la situation dans les banlieues, n'est-ce pas ? Cela relève de l'irresponsabilité politique - l'effet de la chaleur, sans doute.



 Retournez en haut de la page

Vous êtes abonné

Classez cette archive, vous pourrez ainsi la consulter facilement pendant toute la durée de votre abonnement.

 Placez cette archive dans votre classeur personnel